



**Les Îles-de-la-Madeleine**  
Communauté maritime

# Consultation sur le Plan d'action en entrepreneuriat 2022- 2025

Propositions de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Septembre 2021

## **La Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine**

La Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine (CMIM), disposant des compétences d'agglomération et de MRC, assume les responsabilités en matière de planification et de développement territorial y compris en développement économique et en soutien à l'entrepreneuriat. Spécifiquement, la CMIM a la responsabilité de la mise en œuvre du réseau Accès entreprise Québec pour le territoire.

Le travail de la CMIM dans le domaine du développement s'appuie pour l'essentiel sur le projet de territoire Horizon 2025, planification stratégique territoriale élaborée en 2012 par une vaste consultation et mise à jour en 2019.

Dans cette démarche, Horizon 2025, la CMIM est accompagnée du Forum des partenaires, forum regroupant plus d'une vingtaine d'organisations du territoire représentatives des divers secteurs économiques et sociaux de la communauté. Cette capacité de collaborer entre partenaires est une force dont le milieu bénéficie.

## **Les entreprises madeliniennes**

Les entreprises madeliniennes sont soumises aux mêmes lois et règlements que les autres entreprises provinciales. À cet effet, de façon générale, la CMIM pourra appuyer la plupart des demandes qui pourront être soumises par d'autres intervenants (soutien au transfert d'entreprises, à l'innovation, au recrutement et à la rétention de main-d'œuvre; régionalisation de l'immigration; allègement réglementaire; formation de la main-d'œuvre, etc.).

Pour le présent argumentaire, nous allons concentrer nos commentaires sur le contexte particulier des Îles-de-la-Madeleine. En effet, dans un contexte insulaire, certaines contraintes s'ajoutent à celles régulières déjà nombreuses.

Ce contexte insulaire particulier a été reconnu par le Gouvernement du Québec dans le Décret 354-2016, du 4 mai 2016. Il y est notamment prévu que :

- soit reconnu le statut particulier lié au caractère insulaire et les contraintes structurelles de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine lors de la planification pluriannuelle effectuée dans le cadre de la stratégie pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires;
- chaque ministère, organisme et entreprise compris dans l'Administration module ses interventions afin de tenir compte des enjeux et des contraintes particulières de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine ainsi que de son caractère unique en raison de son insularité et de son isolement lié à sa position géographique au centre du golfe du Saint-Laurent;

## **Des obstacles**

Les entreprises des Îles-de-la-Madeleine, par l'éloignement du territoire, partagent la plupart des contraintes que vivent les entreprises des autres régions plus éloignées du Québec. Cependant, ces contraintes sont souvent amplifiées par l'isolement, le fait de vivre sur une île sans lien routier.

## **Frais et contraintes liées au transport**

Le coût additionnel pour entrer ou sortir la marchandise et les personnes du territoire sont connus et documentés. La distance et l'obligation de prendre un bateau génèrent un coût, qui même soutenu par l'État, demeure un fardeau important pour l'entreprise.

Les contraintes liées au transport sont moins souvent évoquées, mais toutes aussi réelles. Délais, horaires fixes des transporteurs, nombre limité de départs quotidiens, volume limité, etc. sont des contraintes avec lesquelles doivent composer les entreprises. À titre d'exemple, la desserte maritime pour les marchandises étant hebdomadaire, une commande le mercredi arrivera le mardi suivant par bateau, alors qu'une commande le jeudi arrivera deux semaines plus tard parce qu'elle aura raté le départ du bateau le vendredi.

## **Performance du service Internet**

Avec l'éloignement et l'isolement, le service Internet peut compenser certains désavantages de vivre et faire des affaires en région. Cependant, le service actuel de 50 Mb/s sur le territoire, comparativement à 1000 Mb/s dans la plupart des autres territoires, handicape les entreprises. Malgré la volonté affirmée des gouvernements de corriger la situation, chaque nouveau déploiement arrive en retard par rapport à ce qui se fait ailleurs au Québec.

Manifestement, les fournisseurs privés vont continuer de fournir les gros marchés avant les petits marchés et ces derniers vont toujours se retrouver à accuser un retard inéquitable. Le soutien public demeure donc nécessaire, mais dans une dynamique probablement différente.

## **Nombre limité d'entreprises à fort potentiel de croissance**

Au-delà de l'industrie de la pêche, l'économie de l'archipel est basée principalement sur des entreprises de service, difficile alors d'identifier les entreprises porteuses de développement. La mise en place d'entreprises générant un effet multiplicateur est fondamentale. Le milieu a mis en place les outils pour attirer des entreprises et pour stimuler l'innovation dans les entreprises existantes. Cependant, leur financement est fragile.

Écosystèmes de démarrage, nouveaux secteurs d'activités, innovation dans les entreprises, etc., le territoire doit pouvoir se diversifier dans des secteurs générateurs de richesses et a besoin de solidifier ses outils pour arriver.

## **Saisonnalité de l'économie**

Pas toujours une problématique, l'économie et la vie peuvent être régies sur une base saisonnière. Cependant, dans la perspective de rareté de la main-d'œuvre, les industries principales étant saisonnières, le recrutement de travailleurs, spécialisés ou non, pour des contrats de 14 à 20 semaines est difficile et ne génère pas toujours suffisamment de revenus pour justifier un déménagement dans la région. Les coûts liés au déplacement, à l'hébergement sont difficilement absorbables dans un contrat de court terme, ce qui rend difficile le recrutement d'une main-d'œuvre externe au territoire.

## **Absence de mobilité de la main-d'œuvre**

L'isolement du territoire empêche les entreprises madeliniennes de recruter du personnel dans les MRC adjacentes sans nécessiter un déménagement. Il est impossible pour les employés de venir travailler les jours de semaine et retourner à la maison la fin de semaine. Il est aussi impossible pour un employé de partager son expertise entre un employeur d'ici et un employeur de la région voisine.

## **Effet de petit volume**

En plus de la distance et l'isolement, le petit nombre de consommateurs locaux ne permet pas aux commerçants de profiter d'économie d'échelle ou de rabais de volume. Problématique de sous-inventaire ou de sur-inventaire selon la stratégie du commerçant, prix majoré en raison du transport et du faible volume, délais de livraison accentués, il est de plus en plus difficile d'être compétitif face aux choix et à l'information disponible pour le consommateur.

## **Des pistes de solution**

- Un service Internet performant

Base de tous les secteurs d'activité, un service Internet performant est nécessaire pour que les entreprises du territoire demeurent compétitives. Nous souhaitons un soutien gouvernemental, financier et (ou) réglementaire, en continu pour assurer le déploiement et la mise à niveau du service Internet de façon à réduire voire éliminer l'écart de service entre les différentes localités.

Comme l'électricité, qui est disponible de façon équitable pour tous les Québécois, le service Internet devrait être disponible de façon équitable pour tous les Québécois, peu importe leur localité.

- Un soutien local au recrutement de la main-d'œuvre immigrante

Nous saluons l'effort de déploiement du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration en région. Cependant, avec l'éloignement et l'isolement du territoire des Îles-de-la-Madeleine par rapport au reste du territoire régional, une présence locale d'au moins une ressource du ministère sera nécessaire pour soutenir les employeurs dans leurs visées de recrutement de main-d'œuvre immigrante. Une présence à distance n'est pas suffisante pour faire émerger ce type de recrutement.

- La mutualisation des services et l'accompagnement en continu

La plupart des entreprises du territoire sont de petites entreprises (moins de 30 employés) et sont dirigées par des femmes-orchestres et des hommes-orchestres, sans département de ressources humaines, de marketing, etc., sans ressources pour déployer l'innovation.

Nous souhaitons le déploiement de nouveaux programmes et outils ou une majoration des programmes et outils actuels permettant la mutualisation des services aux entreprises (partage de ressources RH, de ressources administratives, de spécialistes en marketing web, etc.) et un accompagnement continu des entrepreneurs. La présence continue en entreprise, même si c'est à temps partiel, est la clé de la réussite et stimulera l'innovation.